

Le conseil d'administration, en sa séance du 27 avril 2018

- Vu le code de l'éducation et notamment l'article L. 951-1-1 ;
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique ;
- Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ; modifié par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique ;
- Vu la délibération du conseil d'administration en date du 8 juillet 2011 portant création du comité technique de l'Université Lyon 2 à compter du 15 novembre 2011,
- Vu la détermination de l'effectif retenu, apprécié à la date du 1er janvier 2018 ;

Prend la délibération suivante :

Objet : Comité technique de l'Université Lumière Lyon 2.

Article 1 : Fixation du nombre de représentants du personnel

Le Comité Technique d'établissement de l'Université Lyon 2 comprend 10 représentant·e·s des personnels, soit 10 membres titulaires et 10 membres suppléant·e·s.

En application des articles 10 et 15 du décret du 15 février 2011 susvisé, les parts de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour le renouvellement du comité technique de l'Université Lyon 2 sont ainsi fixées au 1er janvier 2018 :

- 2383 agent·e·s représenté·e·s dont 1398 femmes soit 58,67 % et dont 985 hommes soit 41,33 % (L'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi inférieur ou supérieur).

Article 2 : Vote par correspondance

En application de l'article 27 du décret N°2011-184 susvisé, il est décidé d'autoriser le vote par correspondance pour les personnels :

- qui n'exercent pas leurs fonctions au siège d'une section de vote ou qui sont en déplacement professionnel

ou

- qui sont placés en congé annuel, en congé maladie, en congé longue maladie ou de longue durée, en congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie, en congé de maternité, de paternité Ou d'adoption, en congé parental ou de présence parental, en congé de formation syndicale ou professionnel.

Article 3 : Abrogation

La présente délibération abroge la délibération du 8 juillet 2011 susvisée.